

Septembre 2019 / N° 89

INVESTIR AU CAMEROUN

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE



Le coût faramineux de la « crise anglophone »

Décollage réussi pour la
Transahélienne de Camair-Co



Une usine d'électroménager
« made in Cameroon » à Kribi



GRATUIT - NE PEUT ÊTRE VENDU

INVESTIR AU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour l'actualité
économique du Cameroun



Compatible tablettes
et smartphones



APP DISPONIBLE POUR IOS ET ANDROID

Yasmine Bahri-Domon,
directrice de la publication



De la crise au dialogue

Le Cameroun vit-il les derniers soubresauts de la crise dite anglophone ? Cette crise qui mine et agite le pays s'est ajoutée à la guerre contre la secte terroriste Boko Haram. Il y a fort à parier au regard du vent d'espoir suscité à l'intérieur comme à l'extérieur du pays par l'adresse à la Nation du président Paul Biya. *« J'ai décidé de convoquer, dès la fin du mois en cours, un grand dialogue national qui nous permettra, dans le cadre de notre Constitution, d'examiner les voies et moyens de répondre aux aspirations profondes des populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, mais aussi de toutes les autres composantes de notre Nation »*, a-t-il annoncé le 10 septembre 2019. Cette annonce attendue depuis le début du déclenchement de cette crise, apportera certainement, comme l'ont souhaité plus d'un, ce sursaut de patriotisme nécessaire, face à une conjoncture qui, au fond, ne profite à personne.

La genèse de la contestation part de 2016 avec la grève des enseignants et des avocats des régions anglophones, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest qui ont respectivement pour capitales Bamenda et Buea. Elles sont l'épicentre de la contestation d'où se focalise et s'écrit l'une des plus sombres histoires du vivre ensemble sous le magistère de Paul Biya. En effet, cette fissure dans le système existant a été le détonateur

et l'occasion propice pour certains leaders de la contestation de revendiquer le fédéralisme ou l'indépendance, là où le pouvoir en place reste inflexible pour un Cameroun uni et indivisible.

Aujourd'hui, la crise impacte considérablement le tissu économique et social. Le rapport du Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam) datant de juillet 2018 dressait déjà un bilan particulièrement sombre des effets de cette crise, avec un manque à gagner des entreprises évalué à plus de 269 milliards CFA pour 6434 emplois perdus. Les structures économiques porteuses d'emplois et de ressources ont été décimées à l'instar de la Cameroon Development Corporation (CDC) ou de Pamol Plantation. À cela s'ajoute le récent incendie de la SONARA, la seule raffinerie du pays. Au final, ces événements n'ont fait que détruire une économie locale déjà fragile et impacter négativement l'économie nationale.

Avec le dialogue annoncé, le Cameroun s'ouvre certainement une nouvelle ère de paix, de stabilité et un cadre d'échange pour mieux s'arrimer aux exigences de l'émergence en 2035. L'union faisant la force, le peuple camerounais est en mesure de relever ce défi et de montrer une fois de plus à la face du monde, qu'impossible n'est pas camerounais.

AU SOMMAIRE

DOSSIER



- 08** • Cameroun, les ravages de la « crise anglophone »
- 09** • À cause de la crise anglophone, les ventes de ciment de Dangote Cameroun baissent de 7,1 % au 1^{er} semestre 2019
- 09** • Péril sur les 60% de parts de marché détenues par MTN Cameroun dans les deux régions en proie aux revendications séparatistes
- 10** • Après une perte de 32 milliards FCFA en 2018, la CDC pourrait bientôt redémarrer ses activités sur environ 1000 hectares
- 11** • 4400 écoles fermées dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest à cause de l'insécurité
- 12** • Entre 60 et 80 % des industries agroalimentaires désormais inaccessibles dans la partie anglophone du Cameroun
- 13** • Une rallonge budgétaire de 20 milliards de FCFA pour lutter contre l'insécurité dans les régions en crise
- 13** • International Crisis Group dénombre 1850 morts après plus de 20 mois d'affrontements dans les régions anglophones

INTERVIEW



- 14** • Alkis Bruno Domyou Noubi : « *Nous souhaitons que les équipements électroménagers made in Cameroon puissent conquérir l'Afrique* »

LEADER DU MOIS



- 34** • Veronese Batchagna devient le premier DG camerounais de la filiale locale de l'équipementier suédois Ericsson

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur

Stratline Limited

Directrice de la publication

Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction

Brice R. MBODIAM, Sylvain ANDZONGO, Idriss LINGE, Muriel EDJO.

Opérateur

Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX,
Corrections : Souha TOURE

Régie publicitaire

regiepub@investiraucameroun.com
Au Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 694 66 94 59

Impression

Rotimpres, Aiguaviva, Espagne

Bureau - Distribution Cameroun

Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 694 66 94 59

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

L'ACTUALITÉ EN BRÈVES



GESTION PUBLIQUE	P 20-23	BTP	P 28-29
FINANCE	P 24	INDUSTRIE	P 30-32
AGRICULTURE	P 25-26	MINES	P 33
ENERGIE	P 27		

L'ENTREPRISE DU MOIS

En 15 jours, la compagnie camerounaise Camair Co a transporté 2000 passagers sur sa nouvelle ligne « transahélienne »



Deux semaines avoir lancé la « Transahélienne », ligne qui permet de desservir les villes de Maroua et de Ngaoundéré à partir de l'aéroport de Garoua, dans la partie septentrionale du Cameroun, Camair Co a transporté 2000 passagers. Cette révélation est contenue dans une correspondance adressée au président du Conseil d'administration de la compagnie aérienne publique, Jean Ernest Ngallé Bibébé, par le directeur général de l'entreprise, Louis Georges Njipendi Kouotou. L'ouverture de cette ligne et l'engouement des passagers devraient contribuer à booster les performances de Camair Co, qui, selon la direction générale, semblent reprendre la courbe ascendante depuis quelques

mois. En effet, révèle le directeur général dans sa correspondance adressée au PCA, le chiffre d'affaires de l'entreprise est passé de 341 millions de FCFA au mois de mai 2019, à 937 millions de FCFA à fin juillet dernier, ce qui correspond à une hausse de plus de 150%.

Les performances réalisées sur la « Transahélienne » augurent des résultats encore plus intéressants au cours des prochains mois, dans la mesure où les trois régions septentrionales du Cameroun constituent le principal marché du transport aérien domestique, selon les statistiques officielles.

En effet, selon les statistiques de l'Autorité aéronautique, au cours de l'année 2016, les aéroports de Garoua

et de Maroua-Salak (les statistiques de l'aéroport de Ngaoundéré n'ont pas été révélées) s'adjugent à eux seuls 38% des vols domestiques de CamairCo, surclassant ainsi les deux plateformes aéroportuaires les plus importantes du pays que sont Yaoundé-Nsimalen (37%) et Douala (27%).

A en croire les statistiques présentées par la compagnie elle-même, Camair Co a transporté environ 343 000 passagers au cours de l'année 2018. 104 000 passagers ont été transportés sur les lignes du Septentrion, soit plus de 30% du volume global de passagers transportés sur l'ensemble de l'année 2018.

BRM

LES CHIFFRES DU MOIS

240 milliards FCFA

Dans le cadre de la recherche des fonds permettant de financer le budget de l'État, pour le compte de l'année 2019, le Cameroun ambitionne de lever une enveloppe de 240 milliards de FCFA sur le marché des titres publics de la Beac (Banque des États de l'Afrique centrale), au cours du 3e trimestre 2019. Selon le calendrier indicatif officiel, ces levées de fonds se feront majoritairement au moyen d'émissions de bons du Trésor assimilables (BTA).

Concrètement, entre juillet et septembre 2019, le Trésor public émettra des BTA pour 190 milliards de FCFA, pour des durées de maturités allant de 13 à 52 semaines. Une seule opération d'émission d'obligations du Trésor assimilables (OTA) est prévue, pour un montant de 50 milliards de FCFA et une maturité de 5 ans.

9 tonnes

Après avoir atteint des volumes de production allant jusqu'à 40 tonnes de poivre de Penja dans un passé encore récent, la société des Plantations du haut Penja (PHP), filiale locale de la Compagnie fruitière de Marseille, table sur une production de seulement 9 tonnes de cette épice au cours de l'année 2019, apprend-on officiellement.

À l'origine de cette baisse drastique de la production du poivre de Penja à la PHP se trouve l'abandon de certaines parcelles infestées par les champignons détruisant les plantations de poivriers. Face à cette réalité, les surfaces cultivables sont passées de 40 hectares à seulement 21 hectares, soit une réduction de 50%.

448

Au cours d'un contrôle de routine dans la localité de Garoua Boulai, située dans la région de l'Est du Cameroun et frontalière à la République centrafricaine (RCA), les douaniers camerounais viennent de saisir une cargaison de 448 cartons de médicaments de contrebande.

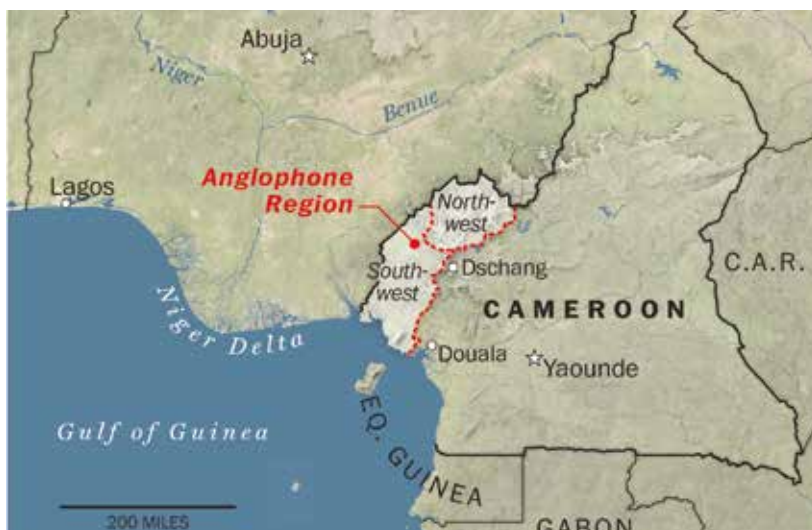
Cette marchandise en provenance de la RCA, selon l'administration douanière, avait pour destination Douala, la capitale économique camerounaise. La prise des douaniers survient dans un contexte marqué par le lancement d'une croisade contre les médicaments de la rue, initiée par le ministère de la Santé publique.

65%

En glissement annuel, les importations de placages feuillus par les États-Unis ont connu une baisse de 21% au premier semestre 2019. À en croire cette statistique révélée par l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), cette régression sensible est principalement due à la chute des expéditions des exploitants forestiers en activité au Cameroun.

En effet, souligne l'OIBT, les importations en provenance du Cameroun ont diminué de 22% en juin (2019, NDLR) et accusent depuis le début de l'année un retard de 65% par rapport à la même période l'année dernière.

Cameroun, les ravages de la « crise anglophone »



Octobre 2016. Des enseignants et avocats anglophones du Cameroun entament un mouvement de revendication pour dénoncer la francisation des secteurs judiciaire et éducatif dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays. Le gouvernement n'hésitera pas à écouter ces sirènes de la reconnaissance de la particularité de ces deux régions. Il y nomme des magistrats anglophones et ouvre une section Common Law à l'École nationale d'administration et de magistrature (Enam). Un concours spécial de recrutement des Camerounais d'expression anglaise est même lancé. Mais rien n'y fait. Des leaders de la contestation sont arrêtés puis finalement libérés, en

signe d'apaisement. Mais la contestation persiste, en dépit d'une mission de dialogue conduite sur le terrain par le Premier ministre. Un an plus tard, des bombes artisanales explosent dans la région du Sud-Ouest. Des membres des forces de défense déployés sur le terrain pour garantir la sécurité des populations sont assassinés. Leurs armes sont récupérées par les militants séparatistes, qui complètent ainsi leur arsenal jadis composé de fusils traditionnels. Ce qui n'était qu'une revendication corporatiste vire à la crise sociopolitique. Depuis l'étranger, des Camerounais de la diaspora anglophone proclament la création d'une République fantôme dénommée Ambazonie, qui regrouperait

les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.

Le leader autoproclamé de cette République qui n'existe que dans l'esprit des sécessionnistes, un certain Sisiku Ayuk Tabe, revendique sur les réseaux sociaux les assassinats des agents des forces de défense qui se multiplient. Des hôpitaux sont incendiés et des enfants brutalisés sur le chemin de l'école au nom des revendications indépendantistes. Une « opération ville morte » est en vigueur dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest tous les lundis. Les populations qui osent vaquer à leurs occupations ce jour-là sont menacées et violentées par les séparatistes.

Bref, depuis 3 ans, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun sont à l'agonie. Le tissu économique est lessivé. Jadis leader de la production cacaoyère, le Sud-Ouest s'est vu ravir la vedette par la région du Centre au cours de l'avant-dernière campagne. Fleurons de l'agro-industrie dans la partie anglophone du Cameroun, les sociétés la Cameroon Development Corporation (CDC) et Pamol Plantations PLC sont à l'arrêt. Tel est le visage hideux de la crise anglophone qui secoue le Cameroun, et dont nous rassemblons les répercussions socio-économiques dans le présent dossier.

Brice R. Mbodiam

À cause de la crise anglophone, les ventes de ciment de Dangote Cameroun baissent de 7,1 % au 1^{er} semestre 2019

Le géant industriel nigérian Dangote vient de publier ses performances au cours du premier semestre 2019. Selon les données disponibles, l'on note que la filiale camerounaise spécialisée dans la production du ciment a enregistré un recul dans ses ventes au cours de la période sous revue.

« Notre installation de broyage de clinker de 1,5 million de tonnes à Douala (la capitale économique du Cameroun, NDLR) a vendu environ

0,6 million de tonnes de ciment au premier semestre 2019, soit une baisse de 7,1 % par rapport à 0,64 million de tonnes vendues au premier semestre 2018. Nous estimons que notre part de marché a été de 40 % au cours de la période », affirme le groupe fondé par le milliardaire nigérian Aliko Dangote.

« La diminution de nos ventes peut être attribuée aux problèmes de sécurité persistants dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui ont

entraîné une réduction de l'activité », explique le groupe nigérian.

Dangote estime que le marché total du ciment au Cameroun a été d'environ 1,5 million de tonnes au cours du premier semestre de 2019. Ce marché repose principalement sur des projets de construction individuels et des projets gouvernementaux tels que la construction des logements et les infrastructures de la Coupe d'Afrique des Nations 2021 que va organiser le Cameroun.

Péril sur les 60% de parts de marché détenues par MTN Cameroun dans les deux régions en proie aux revendications séparatistes

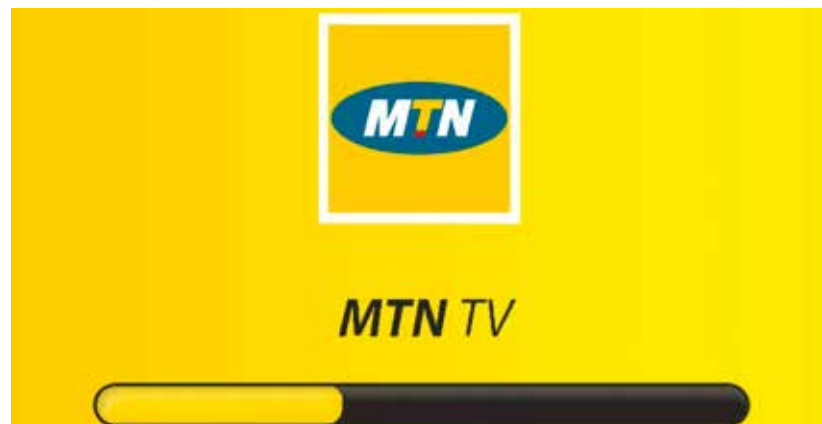
Dans le secteur des télécoms, l'opérateur de mobile MTN Cameroun est celui qui paie le plus lourd tribut des revendications séparatistes en cours dans les deux régions anglophones du Cameroun depuis l'année 2017.

« Nos performances (...) sont fortement impactées par la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où MTN détient 60% des parts de marché du secteur des télécommunications », a révélé Hendrik Kasteel, le directeur général de MTN, le 31 janvier 2019 à Douala, la capitale économique du pays.

À titre d'illustration, Massey Njiti Bongang, corporate communications manager chez MTN Cameroun, a révélé en fin d'année 2018 à la

plateforme NewsWatch, que dans cette partie du Cameroun, « un total de 206 sites MTN ont été vandalisés depuis avril 2018, ou alors sont

en panne, à cause des difficultés à pouvoir y accéder pour des raisons d'insécurité ».



Après une perte de 32 milliards FCFA en 2018, la CDC pourrait bientôt redémarrer ses activités sur environ 1 000 hectares



La station d'emballage de la Cameroon Development Corporation (CDC) de Mafanja I, dans la localité de Tiko, région du Sud-Ouest du Cameroun, affiche une mine triste ce 25 juillet 2019. Seuls des vigiles chargés de veiller sur ce qui reste de la plus grande unité d'emballage de la CDC sont visibles sur le site.

Le sol du grand hangar sans toiture

est jonché de vieux cartons dans lesquels était souvent conditionnée la célèbre banane « Makossa », avant cette nuit fatidique d'août 2018, au cours de laquelle les séparatistes anglophones ont décidé d'incendier cette unité de conditionnement de bananes.

Depuis lors, aucun fruit n'est plus arrivé à Mafanja I. De même, les

3715 hectares de bananeraies de la CDC, unité agro-industrielle publique qui emploie 7000 personnes dans la filière banane, sont à l'abandon. Dans les locaux de la CDC à Tiko, seule l'infirmierie continue de prodiguer des soins aux employés, dont beaucoup ont vu leurs doigts amputés par les sécessionnistes. Ces derniers entendaient ainsi dissuader les agents de la CDC de continuer à vaquer à leurs occupations dans les plantations de bananes, de palmiers à huile et d'hévéa de l'entreprise. Certaines de ces plantations sont d'ailleurs devenues des camps d'entraînement des militants séparatistes, qui réclament avec violence la partition du Cameroun depuis 2 ans.

RELANCE DE L'ACTIVITÉ EN GESTATION

Résultat des courses, au cours de l'année 2018, la CDC a enregistré une perte sèche de 32 milliards de FCFA, révèle Christopher Ngalla, manager du groupe banane au sein de cette entreprise, 2e employeur

DESCENTE AUX ENFERS POUR LES FILIÈRES HUILE DE PALME ET CAOUTCHOUC

À côté des déboires de la production bananière, la filière huile de palme à la Cameroon Development Corporation (CDC) a également entamé une véritable descente aux enfers. Selon les chiffres révélés le 5 juillet 2019, au cours d'une descente sur le terrain du ministre de l'Agriculture, Gabriel Mbairobe, cette entreprise publique n'a pu produire que 2100 tonnes d'huile de palme au cours des six premiers mois de l'année courante, sur des prévisions de 17 400 tonnes.

Au cours de la même période, cette unité agro-industrielle n'a produit que 878 tonnes de caoutchouc, sur des

projections de 4000 tonnes. Ce qui représente un taux de réalisation des objectifs de seulement 23 %. Mais en dehors de la paralysie des activités de la CDC, des employés de cette entreprise vivent dans leur chair la crise anglophone qui sévit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun depuis 2 ans.

En effet, révèle le top management de la CDC, depuis le déclenchement de la crise, 16 employés ont perdu la vie et plus de 98 ouvriers ont été plus ou moins grièvement blessés, au cours des attaques perpétrées par des militants séparatistes.

du pays après l'administration publique. Cette situation frise d'autant plus la catastrophe économique que, souligne M. Ngalla, les activités de la CDC permettent d'injecter en moyenne 500 millions de FCFA chaque mois dans le circuit économique de la région du Sud-Ouest du Cameroun. D'où le plaidoyer de l'ensemble de la filière banane pour une reprise rapide des activités à la CDC. Selon nos sources, sur instruction de

la présidence de la République, des réunions se sont multipliées dans les services du Premier ministre ces dernières semaines sur le sujet. Certaines sources proches du dossier avancent même déjà l'hypothèse d'une reprise des activités au courant de ce 3e trimestre 2019, sur une superficie d'environ 1000 hectares pour un début. Pour rappel, les dirigeants de la CDC ont exprimé à l'État, son unique actionnaire, un besoin de 29 mil-

liards de FCFA pour se relever des ravages de la crise dans les régions anglophones du Cameroun. « *Sept milliards sont nécessaires dans le secteur de l'hévéa, 14 milliards pour les bananeraies, sept milliards pour les palmeraies. Le reste devrait servir à financer les arriérés de salaires* », détaille Franklin Ngoni Njie, le directeur général de cette unité agro-industrielle publique.

Brice R. Mbodiam

4400 écoles fermées dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest à cause de l'insécurité

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) vient de publier une note qui révèle que le nombre d'écoles fermées dans les quatre pays touchés par des crises dans le bassin du lac Tchad (Cameroun, Tchad, Niger et Nigeria) est demeuré approximativement le même, passant de 981 à 1054, entre la fin de l'année 2017 et juin 2019.

Par ailleurs, indique l'Unicef, l'insécurité qui se répand dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest du Cameroun a forcé plus de 4400 écoles à fermer dans ces zones anglophones. Pour pallier la situation, l'organisme onusien informe qu'il coopère avec les autorités scolaires et les communautés afin d'appuyer des modes d'apprentissage alternatifs, notamment des centres d'apprentissage communautaires, la diffusion de cours à la radio, le recours à la technologie pour l'enseignement et l'apprentissage.

« *Au Cameroun, des cours et des messages pouvant sauver des vies sont radiodiffusés en de multiples langues, afin que les enfants puissent apprendre en groupe en compagnie d'un animateur qualifié, ou encore individuellement dans leur propre*



foyer », affirme l'Unicef.

Cela fait pratiquement trois ans qu'une crise sociopolitique a éclaté dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest du Cameroun. Ladite crise a commencé par des revendications corporatistes portées par des avocats et des enseignants. La situation s'est muée en revendications séparatistes

violentes avec des groupes armés qui sèment mort et désolation.

21 291 Camerounais ont fui vers le Nigeria pour se mettre à l'abri des violences et des combats entre sécessionnistes et l'armée régulière, selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Entre 60 et 80 % des industries agroalimentaires désormais inaccessibles dans la partie anglophone du Cameroun



Un rapport du Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam) révèle qu'entre 60 et 80% des industries agroalimentaires sont désormais inaccessibles dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest du Cameroun, à cause des tensions qui ont vu le jour dans cette partie du Cameroun depuis fin 2016, avant de muter en revendication indépendantiste dès l'année 2017.

Selon les révélations du Gicam, plusieurs entreprises dans ces deux régions du Cameroun ont été contraintes au démantèlement des infrastructures logistiques et de commercialisation, lorsque celles-ci ont pu échapper au vandalisme et à la destruction.

Les entreprises de fabrication des boissons enregistrent notamment des pertes de chiffres d'affaires allant jusqu'à 40 milliards de FCFA. Les actes de vol et de vandalisme ont déjà coûté à ces dernières plus de 500 millions de FCFA en pertes matérielles, sans compter les sommes déboursées par leurs employés pour échapper aux rackets et autres menaces.

Les industries meunières, bien que n'ayant pas une minoterie installée dans ces régions, voient également leurs activités souffrir de ce climat d'insécurité. Des camions de livraison leur appartenant ou alors à des tiers travaillant directement ou indirectement pour leur compte,

ont été incendiés. Les livraisons auprès des clients ont baissé, même si l'intensité diffère d'une entreprise à une autre. Elles vont notamment de 5% à 40% pour les entreprises les plus impactées. Le manque à gagner pour l'ensemble de la filière pourrait ainsi avoisiner 4,9 milliards de FCFA, selon le Gicam.

Les entreprises ont notamment perdu le contact avec des clients boulangers et autres grossistes, le nombre de livraisons a chuté drastiquement dans certains cas. Des licenciements pouvant atteindre 15% des effectifs sont en étude si la situation perdure, apprend-on.

Une rallonge budgétaire de 20 milliards de FCFA pour lutter contre l'insécurité dans les régions en crise

Dans le cadre du collectif budgétaire signé par le chef de l'État le 29 mai 2019, révèle une source proche du dossier, la provision de sécurité a été revue à la hausse, à hauteur de 20 milliards de FCFA. Cette enveloppe, apprend-on, permettra de maintenir le dispositif sécuritaire en place dans certaines régions du pays.

Concrètement, à en croire nos sources, cette enveloppe permettra d'envisager plus sereinement la poursuite du déploiement des forces de

défense et de sécurité dans la région de l'Extrême-Nord, de l'Adamaoua, de l'Est et dans les deux régions anglophones du pays.

Pour rappel, la région de l'Extrême-Nord est victime des attaques de la secte Boko Haram depuis 2013. Dans le même temps, des ravisseurs ciblant les éleveurs sévissent dans la région de l'Adamaoua, tandis que les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont le théâtre d'une crise sociale sur fond de revendications séparatistes, depuis 3 ans. À l'Est,



l'armée doit faire face aux exactions des rebelles centrafricains le long de la frontière avec le Cameroun.

International Crisis Group dénombre 1 850 morts après plus de 20 mois d'affrontements dans les régions anglophones

L'ONG International Crisis Group a récemment publié un rapport sur la crise sociopolitique qui fait rage en ce moment dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au Cameroun.

Après vingt mois d'affrontements, indique l'ONG, l'on dénombre 1 850 morts, 530 000 déplacés internes et 35 000 réfugiés au Nigéria voisin. Selon le même rapport, au moins 235 militaires et policiers, 650 civils et près d'un millier de séparatistes présumés ont été tués. Mais les autorités camerounaises, elles, estiment le nombre de morts à 1 600 (400 civils, 160 militaires et policiers et un millier de séparatistes).

L'ONG rappelle que la crise sociopolitique née en octobre 2016 s'est muée fin 2017 en un conflit armé. « Sept milices armées sont actuellement en position de force dans la majorité des localités rurales. Les forces de sécurité ont mis du temps à organiser leur riposte, mais depuis mi-2018, elles infligent des pertes aux séparatistes. Elles ne parviennent pourtant pas à reprendre entièrement le contrôle des zones rurales ni à empêcher les attaques récurrentes des séparatistes dans les villes », indique le rapport. Pour sortir de cette impasse, International Crisis Group pense que les acteurs camerounais et internationaux devraient faire pression sur

le gouvernement et les séparatistes. Entre la sécession voulue par les séparatistes et la décentralisation que propose Yaoundé, l'ONG indique que des solutions médianes doivent être explorées pour conférer plus d'autonomie aux régions. Dans ce processus, l'ONG estime que les acteurs internationaux, notamment les États-Unis, la Suisse, le Vatican, les Nations unies, l'Union européenne (en particulier la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni) et l'Union africaine, doivent continuer à encourager le gouvernement au dialogue.

Alkis Bruno Domyou Noubi

*« Nous souhaitons
que les équipements
électroménagers made
in Cameroon puissent
conquérir l'Afrique »*

À 45 ans, cet opérateur économique camerounais est à la tête de Noubu Holding, un groupe qui compte une quinzaine d'entreprises opérant dans divers secteurs d'activités. Il vient de signer avec le Port autonome de Kribi (PAK), une convention d'attribution d'un site de 20 hectares pour construire une unité de production de produits électroménagers dans la zone industrielle du port en eau profonde de Kribi. Coût de l'investissement : 45 milliards de FCFA.



« Nous pensons que malgré le contexte conjoncturellement morose, la demande continuera à croître dans le secteur de l'électroménager au Cameroun. »

Investir au Cameroun : Sicamec, entreprise camerounaise dont vous êtes le PDG, est porteuse d'un projet de construction d'une usine de production et de montage d'équipements électroménagers (congélateurs, réfrigérateurs et climatiseurs) dans la zone industrielle du port de Kribi, dans la région du Sud du pays. Comment est né ce projet ?

Alkis Bruno Domyou Noubi : Il s'agit simplement de la relance d'une usine qui a existé du début des années 80 jusqu'au début des années 90. L'entreprise avait dû arrêter ses activités à cause de plusieurs facteurs défavorables. Il s'agit notamment de la crise économique qu'a connue le pays, de la dévaluation du franc CFA, de la réduction des salaires des agents publics et du type de

financement qui avait été contracté à l'époque. Tels sont les facteurs qui ont conduit à l'arrêt des activités de Sicamec en 1995. Aujourd'hui, nous pensons que les conditions sont favorables pour que nous puissions relancer ce projet.

IC : Concrètement, en quoi consiste le projet pour lequel vous venez de signer une convention d'établissement dans la zone industrielle du port en eau profonde de Kribi ?

ABDN : Ce projet consiste en la production au Cameroun des appareils électroménagers et au montage des climatiseurs. En termes de capacité de production, nous tablons sur une capacité de 15 000 unités par mois, dont 10 000 réfrigérateurs et congélateurs, contre 5 000 climatiseurs.

Depuis fin 2015, la zone Cemac et le Cameroun vivent une conjoncture économique bien difficile, laquelle est susceptible de décourager les investisseurs. Qu'est-ce qui vous motive à avancer sur un projet d'une telle envergure, en dépit d'un contexte économique plutôt défavorable à première vue ?

En dépit du contexte que vous décrivez, les populations camerounaises continuent de migrer vers les villes, ce qui induit un changement des modes de vie. Et vivre dans les villes aujourd'hui signifie avoir un minimum pour la conservation des aliments et autres produits périssables. Dans le même temps, dans les bureaux et mêmes les domiciles, le climatiseur est entré dans les habitudes. Au regard de tout ce qui précède, nous pensons que malgré le contexte conjoncturellement morose, la demande continuera à croître dans le secteur de l'électroménager au Cameroun.

En dehors du Cameroun, quels sont les autres marchés visés par Sicamec dans le cadre de ce projet de production d'équipements



« Si nous avons le soutien que nous sollicitons des pouvoirs publics et que le marché est régulé, nous pensons pouvoir créer au moins 1 000 emplois directs, en faisant tourner l'usine 24 heures sur 24. »

électroménagers à Kribi ?

Nous pensons à partir du Cameroun pouvoir satisfaire les besoins en équipements électroménagers dans la zone Cemac. Dans le cadre du développement de notre activité, nous visons également le marché de la République démocratique du Congo (RDC) et le Nigeria un peu plus tard. Nous souhaitons que les équipements électroménagers made in Cameroon puissent conquérir l'Afrique.

Au cours de la signature de la convention d'établissement avec le Port autonome de Kribi, vous avez déclaré que ce projet ne peut être réalisé et ne saurait être compétitif que grâce au soutien déterminant de l'État. Qu'attendez-vous concrètement des pouvoirs publics ?

Le premier appui que nous attendons des pouvoirs publics est de garantir une concurrence saine sur le marché. C'est-à-dire limiter ou alors réguler l'entrée sur le marché des produits de seconde main, qui sont des produits importés alors qu'ils ne respectent

pas toujours les normes, pourtant les équipements que nous allons produire seront normés. En ce qui concerne les produits neufs importés, nous n'avons aucune crainte. Nous pensons être bien outillés pour trouver notre place sur le marché des équipements électroménagers et des climatiseurs. Bref, ce qui paraît être une menace pour nous ce sont les produits de seconde main (brocante, NDLR).

Les produits électroménagers de seconde main abondent sur le marché parce que le pouvoir d'achat des Camerounais est faible. Est-ce que votre politique des prix permettra de rendre vos produits accessibles à ces populations ?

Si les avantages fiscal-douaniers que nous avons sollicités auprès des pouvoirs publics nous sont accordés, nous pensons que nous pouvons pratiquer des prix aussi compétitifs que ceux des produits de seconde main, qui représentent actuellement 65% du marché local.

À quand le démarrage des travaux de construction de l'usine à Kribi et à quel moment pourra-t-elle être mise en service ?

Nous sommes actuellement à la phase de déforestation et de terrassement sur le site de 20 hectares qui a été mis à notre disposition dans la zone industrielle du port en eau profonde de Kribi. Nous pensons que cette phase va s'achever dans les prochains mois. Nous pensons pouvoir démarrer les travaux de construction proprement dits au début de l'année 2020, pour une mise en service de l'usine 24 mois plus tard.

Grâce à son usine, Sicamec va s'attaquer à un marché sur lequel l'on trouve déjà de grands groupes industriels internationaux. Quels principaux leviers comptez-vous actionner pour pénétrer ce marché qui pèse environ 15 milliards de FCFA ?

Par le passé, le Cameroun a eu trois unités industrielles dans le secteur des équipements électroménagers. Avant que Sicamec ne ferme en 1995, l'entreprise était déjà numéro un dans le pays. Donc, nous sommes habitués à la concurrence. Aujourd'hui, l'environnement est bien différent. En dehors de Sicamec, il n'y a pas d'autres producteurs locaux d'équipements électroménagers.

Au Cameroun, il y a comme un rejet des produits locaux généralement accusés d'être de mauvaise qualité par rapport aux produits importés. Qu'est-ce qui garantira la qualité des produits Sicamec par rapport à ceux qui existent actuellement sur le marché ?

Effectivement, certains opérateurs locaux importent ou produisent des biens de qualité moyenne depuis un certain temps. Mais chez Sicamec, même par le passé, nous avons toujours mis un accent sur la qualité de nos produits. De nos jours, nos produits des années 90 sont encore recherchés sur le marché camerou-

nais. Dans le cadre du projet actuel, notre usine et nos produits seront d'ailleurs certifiés ISO.

Le coût de l'usine que vous comptez construire à Kribi est estimé à 45 milliards de FCFA. Où en êtes-vous avec le processus de recherche des financements ?

Le financement de ce projet va se faire essentiellement au moyen de crédits fournisseurs, ainsi que des emprunts sur le marché financier sous-régional et forcément auprès des banques commerciales. Nous avons également des partenaires financiers à l'international.

Cela signifie-t-il qu'on peut s'attendre à une levée de fonds à la bourse unifiée de l'Afrique centrale, à Douala ?

Non. Vous savez que pour aller à la bourse il faut non seulement exister, mais également avoir de bonnes performances sur au moins 5 ans, ce qui n'est pas encore notre cas. Nous pourrions y aller un peu plus tard, mais pas à cette phase d'investissement.

Quelles sont les implications économiques de ce projet, notamment en termes de création d'emplois, de paiement d'impôts et taxes, etc. ?

Si nous avons le soutien que nous sollicitons des pouvoirs publics et que le marché est régulé, nous pensons pouvoir créer au moins 1000 emplois directs, en faisant tourner l'usine 24 heures sur 24. Par ailleurs, en produisant localement les réfrigérateurs et les congélateurs, le coût de la matière première importée équivaut pratiquement au tiers du produit fini. Donc, on pourra réaliser des économies représentant 2/3 de ce qui est payé aujourd'hui pour un congélateur ou réfrigérateur importé. Ce qui aura un impact important sur la réduction du déficit de la balance commerciale du pays. En ce qui concerne les climatiseurs,



« Nous pensons à partir du Cameroun pouvoir satisfaire les besoins en équipements électroménagers dans la zone Cemac. Dans le cadre du développement de notre activité, nous visons également le marché de la République démocratique du Congo (RDC) et le Nigeria un peu plus tard. »

pour lesquels nous avons opté plus pour le montage que la fabrication, le coût représentera environ 60 % du coût d'un produit du même type monté par exemple en Chine. Donc, nous aurons environ 40 % de valeur ajoutée locale en ce qui concerne les climatiseurs. Pour les réfrigérateurs, 60 % de la valeur ajoutée se fera localement.

En matière de recettes douanières, il n'y aura pas trop d'impact. En revanche, sur les recettes fiscales, l'impact sera beaucoup plus important. Car, créer de la valeur ajoutée veut dire payer plus d'impôts divers (TVA, impôt sur le revenu, etc.)

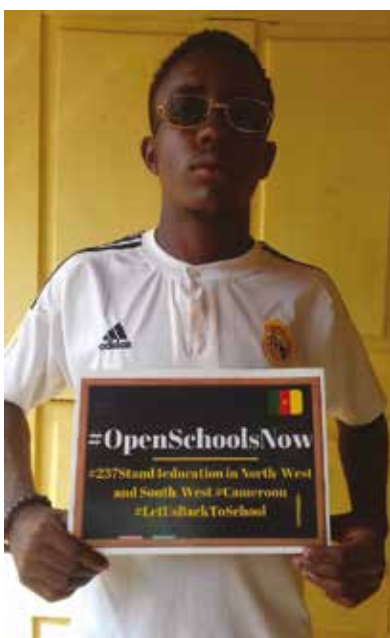
Dans le cadre de ce projet, vous avez parcouru le circuit administratif d'un porteur de projet d'investissement, qui est réputé difficile selon de nombreux opérateurs économiques. Partagez-vous cet avis ?

Franchement, jusqu'ici nous avons eu le soutien total du ministère de l'Industrie. Nous avons également le soutien de l'autorité en charge de la gestion du port de Kribi avec laquelle nous avons signé une convention d'occupation de la zone industrielle. Donc, jusqu'à présent, nous sommes très satisfaits de la collaboration avec l'administration.

Entretien avec Brice R. Mbodiam



#Open Schools Now, une campagne citoyenne pour soutenir la rentrée scolaire dans les régions anglophones





GESTION PUBLIQUE

Le gouvernement affirme avoir pris des mesures pour sécuriser la rentrée scolaire dans les régions anglophones du Cameroun



Au cours d'un point de presse tenu le 26 août à Yaoundé, le ministre de la Communication (Mincom), René Emmanuel Sadi, s'est exprimé sur la paralysie de l'activité scolaire observée dans les deux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, depuis de longs mois, du fait des exactions des bandes armées sécessionnistes. A quelques jours de rentrée scolaire 2019-2020, fixée le 2 septembre prochain, « *tout est mis en œuvre, d'abord au plan sécuritaire, pour garantir le bon déroulement de la rentrée et l'année scolaires, mais aussi s'agissant des préparatifs d'ordre administratif et technique* », a déclaré le Mincom.

Selon M. Sadi, « *le gouvernement tient, dans cette perspective, à rassurer les populations quant aux mesures prises par les autorités administratives et nos forces de défense et de sécurité, pour créer les conditions propres à garantir une rentrée des classes sécurisée, en dépit des menaces de toute nature*

que les hors-la-loi sécessionnistes continuent de proférer à l'endroit des populations ainsi que des élèves et des étudiants ».

Le membre du gouvernement a indiqué que, tout au long de l'année scolaire et académique 2018-2019, des mots d'ordre de grève ont été lancés, des menaces de toutes sortes ont été proférées à l'endroit des populations, des agressions physiques ont été commises sur des jeunes scolaires et des étudiants. Des bâtiments et des établissements scolaires entiers ont été détruits ou incendiés.

C'est ainsi que 27 attaques terroristes ont été perpétrées contre le système éducatif dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, entre le mois de janvier et le mois d'août 2019. Par ailleurs, au courant de l'année académique 2018-2019, l'on a enregistré un total de 19 enseignants et cinquante-huit étudiants kidnappés, dans les universités de Bamenda et de Buea.

« *L'enlèvement suivi de l'assassinat par décapitation du nommé Wountai Vondou Olivier, professeur d'histoire-géographie au Lycée de Nitop, par Bamenda, le 21 mai 2019, est encore présent dans tous les esprits* », a rappelé le membre du gouvernement. René Emmanuel Sadi a lancé un appel à la communauté internationale, aux pays amis du Cameroun où résident les commanditaires des menées insurrectionnelles dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, à prendre conscience du grave préjudice qu'ils causent au pays de l'étranger, à dénoncer ces actes pernicious et à collaborer avec les autorités camerounaises à y mettre fin.

Selon un récent rapport du Fonds des Nations unies pour l'enfance 4 400 écoles ont fermé dans le Nord-ouest et le Sud-Ouest du Cameroun à cause de l'insécurité observée dans les deux régions depuis octobre 2016.

Le Cameroun ouvre 1 000 places de plus dans ses Écoles normales supérieures dès l'année 2019-2020

Les candidats aux concours d'entrée dans les Écoles normales supérieures (ENS) du Cameroun ont plus de marge de manœuvre au titre de l'année académique 2019-2020, en cours.

En effet, Jacques Fame Ndongo, le ministre de l'Enseignement supérieur (Minesup) informe que, « *sur très hautes instructions de monsieur le président de la République, chef de l'État, monsieur le Premier, chef du gouvernement, vient d'autoriser le relèvement de 1 000 places supplémentaires sur le nombre de places ouvertes pour les concours d'entrée dans les Écoles normales supérieures et les Écoles normales supérieures d'enseignement technique (Enset)* ». Ainsi, indique le Minesup, au cours de l'année académique 2019-2020, ces grandes écoles vont accueillir le nombre total de 2 576 places sur l'ensemble des huit ENS et Enset que compte le Cameroun. À en croire Jacques Fame Ndongo,



la décision du chef de l'État, Paul Biya, apporte une réponse concrète aux besoins du ministère des Enseignements secondaires. Ceci avec la création et la transformation

ces dernières années de plusieurs établissements. Cela procède, selon le Minesup, du souci constant de promouvoir le secteur de l'éducation.

Le Cameroun va lever une enveloppe globale de 240 milliards de FCFA sur le marché de la BEAC au 3^e trimestre 2019

Dans le cadre de la recherche des fonds permettant de financer le budget de l'État, pour le compte de l'année 2019, le gouvernement camerounais ambitionne de lever une enveloppe globale de 240 milliards de FCFA sur le marché des titres publics de la Beac (Banque des États de l'Afrique centrale), au cours du 3^e trimestre 2019.

Selon le calendrier indicatif des opérations de l'État camerounais publié par la Banque centrale des États de la Cemac, ces levées de fonds se feront majoritairement au moyen d'émissions de bons du Trésor assimilables (OTA), qui sont des titres de créances de court terme.

Concrètement, entre juillet et septembre 2019, le Trésor public

camerounais émettra des BTA pour 190 milliards de FCFA, pour des durées de maturités allant de 13 à 52 semaines. Une seule opération d'émission d'obligations du Trésor assimilables (OTA) est prévue, pour un montant de 50 milliards de FCFA et une maturité de 5 ans.

L'autorité des marchés publics dénonce des dysfonctionnements dans la passation des marchés de gré à gré au Cameroun

« Demandes des autorisations de passer des marchés de gré à gré ». C'est l'objet de la correspondance qu'Ibrahim Talba Malla Oumate, ministre en charge des Marchés publics (Minmap), a adressée le 16 août dernier aux gouverneurs, préfets, délégués régionaux et départementaux des administrations publiques. « Il m'a été donné de constater que les demandes d'autorisation de passer par voie de gré à gré les marchés financés par les crédits délégués au

niveau régional ou départemental, sont soumises à l'Autorité chargée des marchés publics aussi bien par les gouverneurs et les préfets que par les délégués régionaux et départementaux des administrations publiques », relève le membre du gouvernement. Pour mettre fin à tel dysfonctionnement, le Minmap précise qu'il incombe désormais aux seuls gouverneurs et aux préfets, en leur qualité de maîtres d'ouvrage délégués habilités à passer et signer les mar-

chés de leur ressort, « la compétence de la saisine de l'autorité chargée des marchés publics aux fins de solliciter les autorisations de passer des marchés de gré à gré ».

Toutefois, précise Ibrahim Talba Malla, les gouverneurs et les préfets devront systématiquement joindre à leurs demandes, les dossiers techniques y afférents, élaborés par leurs collaborateurs des administrations publiques.

La douane camerounaise saisit 448 cartons de médicaments de contrebande en provenance de Centrafrique

Au cours d'un contrôle de routine à Garoua Boulai, localité située dans la région de l'Est du Cameroun et frontalière à la République centrafricaine (RCA), les douaniers camerounais viennent de saisir une cargaison de 448 cartons de médicaments de contrebande. Cette marchandise en provenance de la RCA, selon l'administration douanière, avait pour destination Douala, la capitale économique camerounaise. La prise des douaniers survient dans un contexte marqué par le lancement d'une croisade contre les médicaments de la rue, initiée par le ministère de la Santé publique. La nouvelle saisie des douaniers camerounais est la résultante de l'opération baptisée « Halte au commerce illicite » (Halcomi), lancée depuis plusieurs mois par les autorités camerounaises. Cette opération coup de poing vise à protéger l'espace commercial local, inondé par les produits de contrebande.



Sisiku Ayuk Tabe, chef des séparatistes anglophones au Cameroun, condamné à la prison à vie

Le tribunal militaire de Yaoundé, dans la capitale camerounaise, vient de prononcer une peine de condamnation à perpétuité à l'encontre de Sisiku Ayuk Tabe, le leader des séparatistes anglophones. Avec neuf autres personnes, M. Ayuk Tabe a été reconnu coupable de « *terrorisme et sécession* », apprend-on de sources proches du dossier.

Cet ancien employé de la défunte compagnie publique en charge de l'électricité (Sonel) s'était proclamé président de l'Ambazonie (État que

les séparatistes anglophones veulent créer au Cameroun). C'était au lendemain de la montée en puissance des revendications séparatistes dans les deux régions anglophones du Cameroun (Nord-Ouest et Sud-Ouest) à la fin de l'année 2016.

Arrêté au Nigeria quelques mois plus tard, ce leader séparatiste avait été transféré au Cameroun avec neuf de ses lieutenants. Tout au long de leur procès devant le tribunal militaire de Yaoundé, ils ont toujours renié la nationalité camerounaise, se présen-

tant comme des ressortissants de l'Ambazonie.

Pour rappel, la crise anglophone, déclenchée à la suite de revendications corporatistes des enseignants et des avocats en novembre 2016, a déjà fait environ 2000 morts, selon l'organisation Human Rights Watch (HRW). À en croire l'ONU, plus de 530 000 personnes ont fui ces deux régions camerounaises, dans lesquelles des combats opposent régulièrement l'armée régulière aux séparatistes.

Le Cameroun projette de se lancer dans un programme spatial, comme l'Afrique du Sud, le Maroc, l'Algérie, l'Angola...

Minette Libom Li Likeng, le ministre des Postes télécommunications (Minpostel), a signé le 17 juillet dernier une décision portant organisation et fonctionnement d'un Groupe de travail chargé de mener l'étude de faisabilité d'un programme spatial au Cameroun (Camspace).

Ledit Groupe est chargé de fournir, entre autres, les données relatives à la capacité du pays à mener un tel programme, s'enquérir des procédures de mise en œuvre des réseaux à satellites, des ressources humaines nécessaires, l'étude d'impact environnemental à mener, l'évaluation du coût de mise en œuvre et de la rentabilité économique.

Les experts camerounais sont issus de près d'une vingtaine d'administrations et organismes dans les secteurs suivants : Enseignement supérieur, Télécoms, Recherches, Agriculture, Sécurité nationale, Environnement,



Mines et technologiques, etc.

Ce groupe de travail, indique Minette Libom Likeng, sera dissout de plein droit dès le dépôt du rapport général auprès du Minpostel qui doit intervenir au plus tard de deux mois après la validation par le Comité interministériel d'attribution des

bandes de fréquences.

Si le programme spatial se réalise, le Cameroun va rejoindre des pays africains comme l'Afrique du Sud, le Ghana, l'Angola, le Maroc, l'Algérie, l'Égypte, le Nigéria, ou le Rwanda, qui possèdent déjà leurs propres satellites.

FINANCE

La Beac fait une offre de liquidités de 60 milliards de FCFA aux banques de la Cemac



La Banque des États de l'Afrique centrale (Beac) a lancé ce 28 août 2019 une offre de liquidités de 60 milliards de FCFA, en direction des établissements bancaires en activité dans les six pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée

équatoriale). Les souscriptions sont attendues jusqu'au 5 septembre 2019, précise la Banque centrale dans son avis d'appel d'offres. Ces liquidités seront cédées au taux minimum de 3,5 %, qui est le principal taux directeur

pratiqué par cette banque centrale. Les collatéraux éligibles au cours de cette opération sont les actifs admis en garantie de refinancement suivant la décision du 31 octobre 2013, apprend-on officiellement.

Acam Vie augmente son capital de 2 à 3 milliards de FCFA

A travers une annonce légale parue ce 28 août, la Société assurances du Cameroun Vie SA (Acam Vie) informe qu'elle a procédé depuis mai dernier à l'augmentation de son capital de 2 à 3 milliards de FCFA. Soit une augmentation de 1 milliard de FCFA.

Ce petit poucet du marché camerounais de l'assurance branche « vie » qui a débuté ses activités en 2016, au même moment que Wafa Assurance

Vie, vient ainsi de procéder à la création de 2000 nouvelles actions, selon les actes notariés sous signatures privées. L'agrément des nouveaux actionnaires dont les identités ne sont pas encore connues a été enregistré au tribunal de première instance de Douala, à Ndokoti.

Acam Vie affiche ainsi ses nouvelles ambitions dans un secteur dominé par quatre compagnies. Selon les données fournies en 2018 par le

ministère des Finances (Minfi), elles totalisent près de 85,6 % de l'ensemble des souscriptions vie. Il s'agit de : Allianz vie (18,7 milliards FCFA), Beneficial Life (10,3 milliards FCFA), Sunu Assurances Vie (9,9 milliards FCFA) et Activa Vie (7,6 milliards FCFA).

Le marché vie affichait au cours de la période sous revue une croissance de 5,38 %, soit un montant chiffré par le Minfi à 54,33 milliards FCFA.

AGRICULTURE

Les prix bord champs du cacao camerounais résistent à la saison des pluies

Alors que la saison des pluies bat son plein au Cameroun, les prix du cacao dans les bassins de production se maintiennent au-dessus de la barre de 1000 FCFA le kilogramme. Selon les pointages du Système d'information des filières (SIF), le kilogramme est encore vendu à 1010 FCFA au minimum ce 29 août, contre un maximum de 1040 FCFA. Ces prix, stables depuis la fin de la

semaine dernière, sont cependant en légère baisse par rapport au début de la semaine passée, au cours de laquelle la borne supérieure des prix aux producteurs camerounais affichait 1050 FCFA de kilogramme de fèves. Cette belle résistance des prix, malgré une saison des pluies qui rend difficile l'accès aux bassins de production, peut s'expliquer par

une augmentation de la demande de fèves. Cette demande croissante est elle-même consécutive à l'arrivée de nouveaux broyeurs sur le marché (Neo Industry et bientôt Atlantic Cocoa), d'une part, et l'augmentation des capacités de broyage d'anciens opérateurs (Sic Cacaos), d'autres part.

Une ONG lance une pétition pour imposer un quota de riz camerounais aux importateurs et distributeurs locaux



L'Association citoyenne de défense des intérêts collectifs (AcDic) vient de lancer une pétition en vue d'obtenir du gouvernement camerounais, l'obligation pour chaque importateur et distributeur de commercialiser le riz produit localement. Cette pétition survient après une descente dans les rizières de

l'Extrême-Nord, où une bonne partie de la production locale est stockée en attendant d'hypothétiques acheteurs. Alors que dans le même temps, souligne l'AcDic, « *le Cameroun a importé en 2017 plus de 800 000 tonnes de riz pour plus de 150 milliards de FCFA* ». Cette organisation de la société civile

s'était déjà fait remarquer dans le pays au début des années 2000 en obtenant du gouvernement, à la suite d'un plaidoyer national, la suspension des importations des poulets congelés, pratiques qui avaient lessivé la filière avicole locale. Cette mesure de sauvegarde est encore en vigueur jusqu'à nos jours.

À cause des bio-agresseurs, Compagnie fruitière table sur une production de poivre de Penja de seulement 9 tonnes en 2019



Après avoir atteint des volumes de production allant jusqu'à 40 tonnes de poivre de Penja dans un passé encore récent, la société des Plantations du Haut Penja (PHP), filiale locale de la Compagnie fruitière de Marseille, table sur une production de seulement 9 tonnes de cette épice au cours de l'année 2019, apprend-on officiellement. À l'origine de cette baisse drastique de la production du poivre de Penja

à la PHP se trouve l'abandon de certaines parcelles infestées par les champignons détruisant les plantations de poivriers. Face à cette réalité, les surfaces cultivables sont passées de 40 hectares à seulement 21 hectares, soit une réduction de 50 %. À la faveur de cette réduction des parcelles, renseigne Jules Kamdem, le responsable de la production de poivre de Penja à la PHP, cette unité agro-industrielle n'a pu produire que

6 tonnes au premier semestre 2019. À en croire la même source, seulement 3 tonnes s'ajouteront à cette première production à fin décembre 2019. La production globale de 9 tonnes attendue en 2019 est en baisse de 3 tonnes par rapport aux 12 tonnes produites au cours de l'année 2018, révèle un haut responsable de l'entreprise.

ENERGIES

Jean Pascal Nkou nommé au poste de directeur général de l'Arsel, le régulateur du secteur de l'électricité au Cameroun

Depuis le 21 août 2019, Jean Pascal Nkou est le nouveau directeur général de l'Agence de régulation du secteur de l'électricité (Arsel). Il remplace à ce poste Jean Pierre Kedi, dont le mandat réglementaire de 9 ans à la tête d'une entreprise publique est échu. Avant sa nomination par décret pré-

sidentiel, le promu occupait le poste de chef de la Division des analyses et politiques économiques au ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire. L'arrivée de ce commis de l'État camerounais à la tête de l'Arsel survient un jour seulement après la nomination d'Ahmadou Sardaouna

au poste de directeur général de la Société immobilière du Cameroun (SIC). Ces nominations annoncent une vague plus importante, puisque l'immense majorité des DG, DGA et PCA d'entreprises publiques ont largement dépassé les 9 ans autorisés à la tête des sociétés d'État.

La Sonara et le réassureur suisse Swiss-RE discutent de l'indemnisation de sa raffinerie ravagée par un incendie

Très peu d'informations filtrent, mais Investir au Cameroun a appris que le top management de la Société nationale de raffinerie (Sonara) du Cameroun, dont la raffinerie a été ravagée par un incendie le 31 mai 2019, a engagé des discussions au sujet de son indemnisation.

« Le directeur général de la Sonara [Jean Paul Njonou] et l'un de ses collaborateurs en séance de travail le mercredi 24 juillet 2019 avec le département sinistre de Swiss-RE et les experts Sonara dans le cadre de l'indemnisation de la Sonara suite au sinistre du 31 mai 2019 », révèle une source crédible. Sans plus. Mais l'on sait déjà au moins que c'est Swiss Reinsurance Company, une société d'assurance et de réassurance fondée à Zurich (Suisse) en 1863, qui s'occupe dudit sinistre.

Pour l'heure, il demeure encore un flou autour de l'indemnisation du

sinistre de la Sonara. Surtout que des informations relayées par la presse locale font état de ce qu'au moment de l'incendie, la Sonara n'avait pas encore payé sa prime d'assurances. Pis, certains ont soutenu que cette assurance avait été réglée après l'incendie ayant endommagé totalement 4 des 13 unités de production de la raffinerie. Trois unités ont été partiellement soufflées. 10 millions de litres de pétrole brut sont partis en fumée.

La Sonara n'a jamais voulu s'exprimer sur la question. Encore moins, un autre officiel. Mais le sujet a été au centre d'un échange, le 2 juillet dernier, entre le Premier ministre Joseph Dion Ngute, et l'Association des sociétés d'assurances du Cameroun, conduite par son président Théophile Gérard Mouloung.

Au sortir de cette audience, M. Mouloung, avait fait une déclara-



tion selon laquelle, l'incendie de la Sonara est beaucoup amplifiée « par le fait de l'absence des devises, car, les assureurs n'arrivent pas à payer les réassureurs. Ce qui veut dire qu'un sinistre comme celui-là peut être difficile à réparer ».

BTP

Bitumage de la route Ebolowa-Akom II-Kribi : un marché de gré à gré de 160 milliards de FCFA avec ICM-CMC bientôt signé

Environ 168 milliards de FCFA. C'est le montant des marchés de gré à gré que le ministre en charge des Marchés publics (Minmap), Ibrahim Talba Malla, a autorisé, par écrit, son homologue des Travaux publics (Mintp), Emmanuel Nganou Djoumessi, à passer depuis le 23 avril dernier. Il est relatif à la construction de la route Ebolowa-Akom II-Kribi (179, 28 km avec des voies de contournements).

Le Minmap écrit à cet effet :

« Comme suite à votre correspondance sus-référée par laquelle vous sollicitez l'autorisation en vue de passer trois marchés, suivant la procédure de gré à gré, pour l'exécution des travaux reprise en marche avec le groupement ICM/CMC, d'un montant de 160 702 868 141 FCFA TTC, avec un BET [Bureau d'études techniques] pour la maîtrise d'œuvre y afférente, d'un montant de 6 milliards, et avec le Laboratoire national

du génie civil (Labogenie) pour le contrôle géotechnique desdits travaux, pour un montant de 2 milliards de FCFA TTC ». En additionnant toutes ces ressources, cela fait un total de plus de 168 milliards de FCFA de marchés passés de gré à gré. Ibrahim Talba Malla a autorisé Emmanuel Djoumessi à « procéder pour le marché de maîtrise d'œuvre, à la consultation directe, sans obligation de publicité, d'au moins trois BET aux capacités avérées et comparables, et par la suite (...) transmettre à la Commission de passation des marchés [du Mintp], les projets de marchés, les dossiers de consultations accompagnés des études préalables et du rapport d'évaluations ». Le Mintp est également invité à requérir l'avis de la commission centrale de contrôle des marchés des travaux routiers.

Dans une correspondance datée du 18 février 2019, le ministre directeur

du cabinet civil (DCC) de la présidence de la République, Samuel Mvondo Ayolo, avait demandé au Mintp de signer le contrat relatif au projet de construction de la route Ebolowa-Akom II-Kribi avec l'entreprise italienne ICM-CMC Spa.

Ce projet routier est censé avoir des travaux connexes : réservation électrique à 2 voies, fourniture et pose de la fibre optique sur 179,28 km, construction d'une ligne électrique sur 30 km, mesures de protection environnementale et expropriation sur une bande de 30 mètres. Les partenaires financiers sont : Standard Chartered Bank et l'agence de crédit export britannique-Ukef.

La réalisation de la route Ebolowa-Akom II-Kribi est une promesse faite par le président Paul Biya le 17 janvier 2011, à l'occasion du Comice agropastoral d'Ebolowa.

Ahmadou Sardaouna devient le directeur général de la Société immobilière du Cameroun

Ingénieur de génie civil diplômé de l'École nationale des Travaux publics de Yaoundé, Ahmadou Sardaouna a été nommé, le 20 août 2019, au poste de directeur général de la Société immobilière du Cameroun (SIC). Il remplace Gabriel Bengono, arrivé à la tête de cette entreprise publique camerounaise en 2012.

Jusqu'à sa nomination, Ahmadou Sardaouna, titulaire d'un doctorat en sciences et management des projets de l'Atlantic International University d'Honolulu aux États-Unis, occupait les fonctions de secrétaire général du ministère du Développement urbain et de l'Habitat.

Le conseil d'administration de la

SIC du 20 août 2019 a également consacré la nomination de Célestine Ketcha Courtes, ministre du Développement urbain et de l'Habitat, au poste de présidente du conseil d'administration de cette société d'État.

Le Canadien CCC en pole position pour décrocher la réhabilitation de l'entrée Est de Douala, retirée au Chinois Wietc/Crcc14

Emmanuel Nganou Djoumessi, le ministre des Travaux publics (Mintp) a saisi, le 20 août dernier son homologue en charge des Marchés publics (Minmap), Ibrahim Talba Malla.

Dans sa correspondance, le Mintp demande une autorisation pour passer un marché de gré à gré avec la Corporation commerciale canadienne (CCC), en vue de la poursuite de la phase 2 des travaux de réhabilitation de la pénétrante est de la ville de Douala. Le Mintp motive sa demande par le fait que les difficultés techniques et financières de Wietc/Crcc14, groupement chinois en charge des travaux, l'ont conduit à engager la procédure de résiliation de son contrat.

L'entreprise canadienne, pour laquelle l'autorisation du gré à gré est sollicitée, « dispose des capacités techniques et financières avérées pour accompagner le gouvernement dans la réalisation de cette importante infrastructure. Elle a fait ses preuves dans le cadre des travaux de réhabilitation du stade de la Réunification à Douala, et permettra certainement d'atteindre les objectifs intermédiaires urgents fixés, à savoir le maintien de la circulation, de la signalisation et de sécurité routière et, la mise en circulation d'au moins quatre voies (sur les six prévues) dans la perspective du Chan 2020 », argumente le ministre des Travaux publics. Il précise que l'offre de l'entreprise canadienne est attendue ce 26 août 2019 et fera l'objet d'une analyse préalable par une sous-commission mise en place par le Mintp. Au lendemain de cette correspondance, le ministère des Travaux publics a abrité une rencontre, le 21 août dernier, une négociation entre l'administration (Mintp-ministère des Marchés publics, l'Agence de

régulation des marchés publics) et le groupement chinois Weihai Railway Economic and Technical Cooperative Co Ltd/China Railway 14th Bureau Group Co Ltd (Wietc/Crcc14) en vue de la résiliation du marché portant sur la réhabilitation de l'entrée est de la ville de Douala.

Au cours de cette réunion, le directeur général des travaux d'infrastructures au Mintp a indiqué que le maître d'ouvrage souhaite que compte tenu des exigences liées au Chan 2020 et à la CAN 2021 qu'organiserait le Cameroun, un accord a été trouvé avec l'entreprise afin qu'il soit mis fin au marché de façon non contentieuse. En effet, dans le cadre de ces événements, le rajustement des délais de livraison impose qu'une partie des travaux soient livrés au plus tard le 15 décembre 2019 (4 voies circulables jusqu'à l'entrée du stade de Japoma).

Pour rompre le contrat avec la partie chinoise, le chef de division des affaires juridiques du Mintp a présenté l'offre suivante au groupement : le paiement des travaux exécutés au terme de la visite contradictoire des travaux exécutés, la remise des pénalités de retard après examen, la mainlevée du cautionnement de bonne fin, le rachat de certains éléments préfabriqués et matériaux déjà disponibles sur le chantier, l'évaluation et examen des modalités de paiement des frais de démobilisation de l'entreprise.

En réaction, le groupement chinois a fait savoir qu'à cette liste devraient être ajoutés les frais d'enregistrement du marché. En outre, le consortium d'entreprises a déclaré qu'il accepte toutes les propositions qui sont faites même comme il y a obligation pour elle de se référer à sa hiérarchie avant la signature du protocole d'accord portant résilia-

tion d'accord partie.

En considérant la mobilisation du personnel et du matériel de l'entreprise sur le site, la partie chinoise a sollicité qu'un autre projet lui soit attribué en vue de continuer ses activités sur le territoire national avec le concours de l'administration. Elle a signalé également ne pas être en mesure de viser un document qui comporte des sanctions relatives à une quelconque défaillance. Elle a sollicité d'avoir un délai précis pour la libération effective du chantier. Les travaux de la phase 2 de l'entrée Est de Douala ont été attribués, pour un coût de 33,14 milliards de FCFA, au Groupement Wietc/Crcc14. Cette deuxième phase des travaux concerne l'élargissement de la chaussée du PK10+200 au PK19+200 (pont sur la Dibamba) en une chaussée à six voies, soit un linéaire de 9 kilomètres x 3, de chaussée à aménager. Outre l'élargissement, la consistance des travaux comprend la construction de cinq giratoires, d'un passage inférieur au niveau du giratoire de Yassa et d'un passage supérieur au niveau du giratoire de Japoma, pour faciliter l'accès au complexe sportif de Japoma en cours d'aménagement. L'éclairage public et le mobilier urbain sont également pris en compte.

Seulement, les travaux confiés au groupement chinois ont plutôt créé d'énormes désagréments à Douala au lieu de faciliter la circulation d'une importance névralgique sur le corridor Douala-Bangui-Ndjamena. Ces dernières semaines, le tronçon de 9 km de cette entrée de Douala se faisait en quatre heures au minimum. Ce qui a provoqué le courroux du gouvernement, car des voies de contournement n'avaient pas été prévues au moment de lancer les travaux.

INDUSTRIE

1000 emplois en vue dans un projet de construction d'une usine de production d'appareils électroménagers au port de Kribi

À l'entrée de Mboro, localité qui abrite le port en eau profonde de Kribi, dans la région du Sud du Cameroun, des travaux de terrassement sont en cours sur une superficie de 20 hectares. Sur ce site situé à quelques encablures de l'autoroute Kribi-Lolable, la Société industrielle de construction d'appareils électroménagers et de climatiseurs (Sicamec) va lancer, début 2020, les travaux de construction d'une usine de fabrication et de montage de réfrigérateurs, congélateurs et climatiseurs. Cet investissement est officiellement estimé à 45 milliards de FCFA.

Le 21 août 2019, le PDG de cette entreprise camerounaise, Alkis Bruno Domyou Noubi, a signé avec le directeur général du Port autonome de Kribi (PAK), Patrice Melom, la convention d'établissement de la future usine Sicamec dans la zone industrielle du port en eau profonde de Kribi. « *C'est la première fois que nous signons un accord de ce type avec une entreprise entièrement camerounaise* », précise Patrice Melom. En plus d'être la toute première entreprise à capitaux camerounais à obtenir un accord d'établissement dans la zone industrielle du port de Kribi, Sicamec est aussi porteur du projet qui, pour l'heure, aura le plus d'impact en matière de création d'emplois. En effet, grâce à son usine d'une capacité de production de 15 000 unités par mois (5 000 climatiseurs, 5 000 réfrigérateurs et 5 000 congélateurs), cette entreprise entend créer 1 000 emplois directs. Une fois l'usine construite (elle



sera certifiée ISO 9001v2015), ces employés devront travailler d'arrache-pied, 24 heures/24 et 7 jours/7, pour que « les appareils électroménagers made in Cameroon puissent conquérir le marché africain », ambitionne le PDG de Sicamec. Mais, fait remarquer Alkis Bruno Domyou Noubi, « *nous n'y parviendrons pas sans un appui institutionnel* ». En effet, selon l'étude de marché relative à ce projet, laquelle a été réalisée par le cabinet JMJ Africa, la consommation des congélateurs et climatiseurs au Cameroun en 2018 est estimée à environ 150 000 unités. Selon les projections, cette consommation nationale devrait atteindre 250 000 unités en 2024. Cependant, révèle l'étude, 62 % de ce marché est

contrôlé par les importations des produits de seconde main, communément appelés brocante. Face à cette réalité, soutient-on chez Sicamec, le projet de construction d'une usine de fabrication et de montage d'équipements électroménagers à Kribi ne pourrait être compétitif que si des mesures de réduction des importations de la brocante sont prises, dans la perspective de la mise en service de l'usine en 2022. « *Nous n'avons pas peur de la concurrence des produits neufs importés. La principale menace pour la viabilité de ce projet reste l'importation des produits de seconde main* », dont une bonne partie échappe de surcroît au circuit fiscal-douanier, affirme un responsable de Sicamec.

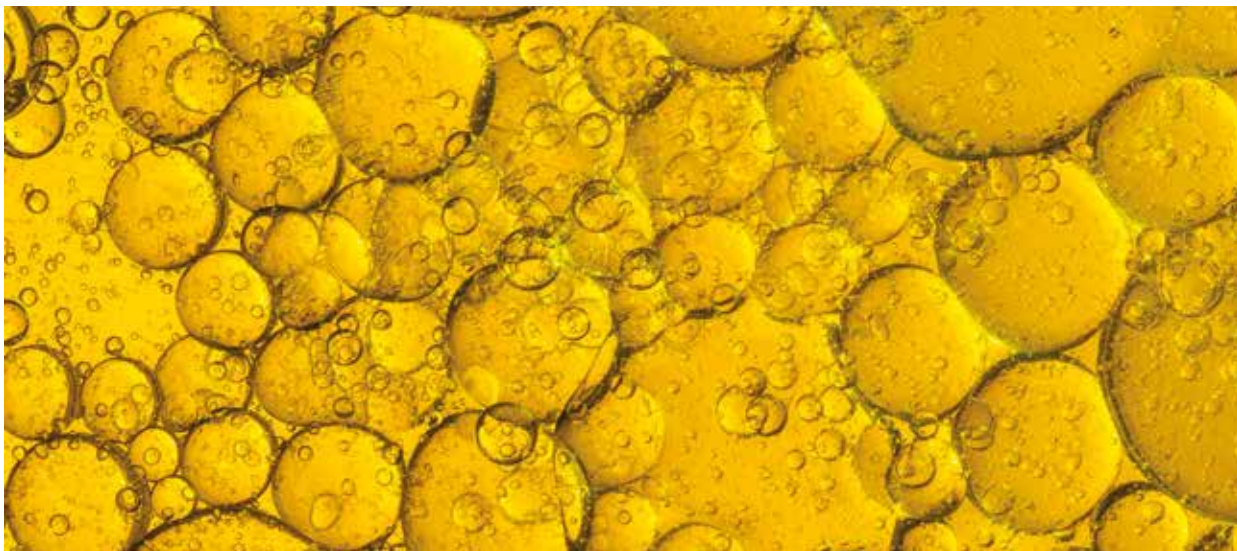
Le chinois Sunda va investir 6 milliards de FCFA dans une usine de production de couches jetables au Cameroun

Le marché camerounais des lingettes, serviettes hygiéniques et couches jetables pour bébés va s'enrichir d'un nouvel opérateur au cours des prochains mois. En effet, la société Sunda Cameroon Limited, filiale du groupe chinois Sunda, annonce la construction d'une usine de production à Logbadeck, dans la banlieue de la capitale économique

camerounaise. L'investissement estimé à 6 milliards de FCFA devrait permettre de créer 300 emplois directs. Dans le cadre de ce projet, la société Sunda Cameroon Limited a signé le 23 août 2019 à Yaoundé, la capitale du pays, une convention avec l'Agence de promotion des investissements (API). Cette convention avec l'opérateur

chinois lui permet de bénéficier des avantages prévus par la loi portant incitations à l'investissement privé en République du Cameroun. Ce texte de 2013, qui a été révisé en 2017, accorde aux investisseurs des exonérations fiscal-douanières sur période allant de 5 à 10 ans.

Après le rachat de Rougier au Cameroun et en RCA, Sodinaf va investir 14 milliards de FCFA dans une huilerie/savonnerie



Le groupe Société de distribution nouvelle d'Afrique (Sodinaf), contrôlée par le Camerounais Fabrice Siaka, va investir une enveloppe de 14 milliards de FCFA dans la construction d'une unité de production des huiles raffinées et du savon. L'investissement se fera à travers la société Nouvelle raffinerie du Cameroun.

Le projet bénéficiera des dispositions de la loi portant incitations à l'investissement privé en République du Cameroun. Elle offre aux porteurs de projets des exonérations fiscal-douanières allant de 5 à 10 ans, aussi bien en phase de construction que de production des entreprises. La raffinerie d'huile de palme que se prépare à construire le groupe

Sodinaf créera 158 emplois directs, apprend-on officiellement. Ce projet permet au groupe créé par Fabrice Siaka de densifier ses activités dans le pays. Il intervient après la récente reprise des actifs au Cameroun et en Centrafrique, du groupe français Rougier, spécialisé dans l'exploitation forestière.

Une société chinoise va investir 4,5 milliards de FCFA dans une usine de production de matériaux de construction

La société chinoise Gaoda International Investment Trading a signé le 23 août 2019 avec l'Agence de promotion des investissements (API) du Cameroun, une convention permettant de bénéficier des incitations fiscal-douanières dans le cadre d'un projet de construction d'une usine de production de matériaux de

construction. Cet investissement évalué à 4,5 milliards de FCFA permettra de créer 122 emplois directs, apprend-on officiellement. Les employés s'échineront, dans cette usine basée à Douala, la capitale économique camerounaise, à produire divers matériaux destinés au revêtement

des murs dans le cadre de projets immobiliers.

La loi de 2013 (révisée en 2017) visée par la convention signée entre l'entreprise chinoise et l'API accorde aux investisseurs des exonérations fiscal-douanières allant de 5 à 10 ans, aussi bien en phase de construction que de production des entreprises.

50 produits bientôt interdits d'importation au Cameroun dont les peintures, les cosmétiques, les produits agro-alimentaires...

Le ministère du Commerce (Mincommerce) informe que 50 produits pourraient bientôt être suspendus d'importation au Cameroun. Sans préciser les détails ni les délais d'implémentation de cette mesure à venir, le Mincommerce indique néanmoins que pas moins de 12 filières sont concernées, du fait du caractère excédentaire de la production locale. Il s'agit des filières des peintures, de la métallurgie, de la cimenterie, des emballages industriels, des cosmétiques, de l'agro-alimentaire, des huiles végétales, des dérivés d'huile de palme et industrie brassicole. « La liste exhaustive plus tard », indique le Mincommerce.

En mars dernier, ce département ministériel avait saisi le Groupement inter-patronal du Cameroun pour dresser la « liste des produits à interdire d'importation ». Ceci dans le but de protéger la production et l'industrie nationale. Cette liste est toujours attendue.

Dans le même temps, le ministère



des Finances annonce la mise en place des instruments fiscaux appropriés pour favoriser la production locale et freiner les importations « non indispensables ». Et pour cause, ces importations détériorent la balance de paiements du pays. Selon l'Institut national de la statistique (INS) le Cameroun a importé pour 3 405,2 milliards FCFA en 2018 en hausse de 11,5 % par rapport

à l'année 2017. Ce montant représente plus de la moitié du budget du Cameroun en 2019 (5212 milliards de FCFA).

Les importations du Cameroun proviennent d'environ 189 pays, dont les dix premiers en fournissent plus de la moitié (58,2 %). La Chine occupe la première place avec 18,5 %. Elle est suivie par la France (8,3 %); le Nigeria (5,6 %) et les Pays-Bas (4,8 %).

MINES

Tim Livesey d'Oriole Resources: le Cameroun est un « pays sous-exploité, mais très prometteur » dans le domaine minier

Au premier semestre 2019, la junior-minière Oriole Resources annonce de « bons » résultats, grâce notamment à ses projets au Cameroun. « *Le premier semestre 2019 a été marqué par une activité significative dans l'ensemble du groupe (...) Nous élargissons notre position au Cameroun pour tirer parti de notre succès à ce jour dans ce pays sous-exploité, mais très prometteur* », a confié au journal

britannique Morningstar le directeur général d'Oriole Resources, Tim Livesey.

Pour rappel, Oriole Resources détient des actifs d'or sur les licences Bibemi et Wapouzé, dans la région du Nord du Cameroun. Ces deux licences ont été cédées par la compagnie canadienne Reservoir Minerals. Avant la cession de ses actifs, cet explorateur canadien avait annoncé le 18

novembre 2014, la mise en évidence d'une minéralisation à haute teneur d'or culminant à 10,95 g/t sur 3,6 m à partir de 2,6 à 6,2 m.

Ce résultat confirme un « *excellent potentiel de minéralisation aurifère proche de la surface sur environ 19 km* », avait indiqué Simon Ingram, alors PDG de Reservoir Minerals.

L'université russe RUDN vend son expertise dans le secteur minier aux étudiants camerounais

Une délégation de responsables de RUDN University, en Russie, entame un séjour de plusieurs jours au Cameroun ce 26 août 2019. Cette délégation échangera avec des étudiants camerounais dans les deux principales villes du pays que sont Yaoundé et Douala, apprend-on officiellement.

« *Il sera question d'échanger avec les étudiants afin de leur présenter, au cours des ateliers pratiques animés par les experts de la Fédération de Russie de RUDN University, sur les nouvelles technologies de pointe dans les secteurs pétrolier, gazier et minier* », explique Audrey Chicot, patronne de Multi-services et matériel industriel, qui est l'intermédiaire de cette université russe au Cameroun. Au cours de ce séjour au Cameroun,



apprend-on officiellement, RUDN University entend mettre en place une véritable plateforme de coopération avec le Cameroun, avec à la clé la conduite de certains projets

dans des secteurs aussi variés que le contrôle qualité des produits industriels, ou encore le recyclage des produits forestiers tels que les feuilles des arbres et autres déchets.

LEADER DU MOIS

Veronese Batchagna devient le premier DG camerounais de la filiale locale de l'équipementier suédois Ericsson



Depuis un peu plus d'un an, l'équipementier suédois des télécoms Ericsson a décidé de confier la direction générale de sa filiale camerounaise à un fils du terroir. Il s'agit de Veronese Batchagna, bientôt 37 ans, qui devient ainsi le tout premier camerounais à occuper ce poste. Après une carrière de 10 ans au sein d'Ericsson Sénégal, Veronese

Batchagna s'est fixé deux objectifs majeurs à la tête d'Ericsson Cameroun : développer le portefeuille de l'équipementier suédois dans le pays et doper le moral des 88 employés directs (dont 80% de locaux) de l'entreprise. « Jusqu'ici, nous travaillons avec les entreprises des télécoms comme les sociétés de téléphonie mobile. Nous

comptons faire des offres susceptibles d'intéresser les institutionnels. Mais surtout, nous allons travailler à offrir une meilleure expérience téléphonique aux utilisateurs camerounais », explique le nouveau DG d'Ericsson Cameroun.

Mais, en attendant que les rêves que caresse Veronese Batchagna à la tête de la filiale locale d'Ericsson se réalisent, cette entreprise offrira dès la fin de cette année à de jeunes start-uppers camerounais, l'accès au centre d'incubation d'Ericsson à Dubaï. Ce voyage est le fruit du partenariat entre Ericsson Cameroun et le ministère des Postes et des Télécommunications autour de la première édition de la semaine de l'innovation numérique récemment organisée par le gouvernement dans la capitale camerounaise.

« C'est la première fois que des Camerounais auront accès à ce centre d'incubation auquel très peu d'Africains ont souvent accès. Au cours de leur séjour à Dubaï, ces jeunes camerounais se frotteront aux technologies les plus avancées », explique le DG d'Ericsson Cameroun, titulaire d'un MBA en General Management de la Sorbonne, et doctorant en Management Leadership en France.

BRM

Participez à l'édification du Cameroun de demain

*Chaque mois, découvrez les avancées
économiques du Cameroun*



Les magazines *Investir au Cameroun* et *Business in Cameroon* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Zurich et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun



INVESTIR AU CAMEROUN



TOUS UNIS !